



PRIMA SESSIONE URDINARIA DI U 2020
1ERE SESSION ORDINAIRE DE 2020

RIUNIONE DI E 13 È 14 DI FERRAGHJU
REUNION DES 13 ET 14 FEVRIER

2020/O1/012

***Question orale déposée par Mme Mattea CASALTA au nom du Groupe
« Partitu di a Nazione Corsa »***

OBJET : Flux migratoires, Quel avenir pour la Corse ?

Monsieur le Président du Conseil Exécutif,

Une récente enquête sur l'évolution démographique de la France fait état d'une très nette migration des populations du Nord vers le Sud et principalement vers notre Île. Cette croissance démographique était selon les chiffres de l'INSEE de l'ordre de 1,2% en 2016. Ce chiffre nous interpelle et mérite réflexion.

Je ne parlerai pas de la provenance de ces nouveaux venus, là n'est pas la question. Toutefois, sachant que cette population compte deux tiers d'actifs, on peut imaginer l'impact fait notamment sur l'emploi local.

A partir de là nous pouvons constater un effet domino et noter que divers domaines seront rapidement touchés par cette vague.

Après l'emploi donc, le logement. On pourrait même s'interroger sur les risques de spéculation immobilière et l'urbanisation anarchique réalisée dans l'urgence.

Autre problématique, celle de l'agriculture de production et des ESA que les agriculteurs souhaitent, à juste titre, défendre. L'impact sera nécessairement visible d'un point de vue environnemental. Notre mode de vie, nos traditions et nos habitudes seront également modifiés.

Très vite viendra un accroissement du déficit structurel dont nous pâtissons déjà en matière d'assainissement, de déchets, de santé publique, d'éducation... Il faudra donc penser le proche avenir en fonction de ces nouveaux venus et construire, encore

construire, probablement dans l'urgence, toujours de manière anarchique et en induisant de fait, la bétonisation de zones encore vierges.

Les superpositions de lois posent problème en matière d'aménagement du territoire, mais n'empêchent pas les flux migratoires.

Quelles mesures pourraient prendre notre collectivité et sans doute l'Etat pour réguler, autant que faire se peut, ces changements annoncés pour lesquels notre territoire n'est pas prêt ?